

SITUATION FINANCIÈRE DES START-UP en 2024

En 2024, malgré un contexte de diminution des fonds levés de 7%¹, l'écosystème start-up français reste dynamique.

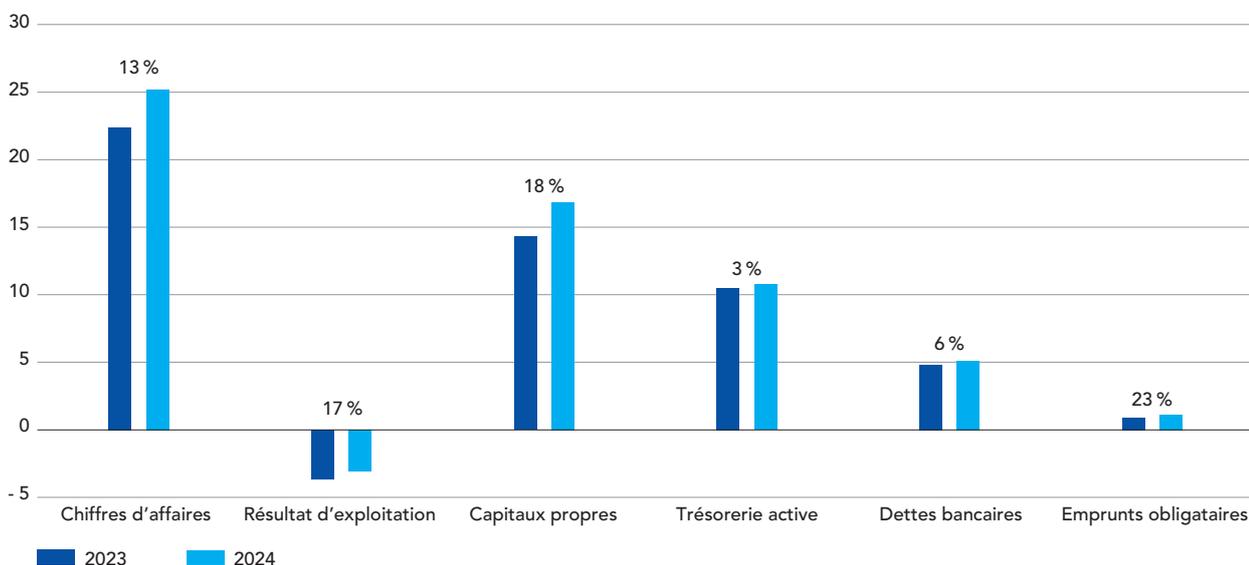
Par rapport à 2023, le chiffre d'affaires des start-up sous revue (voir périmètre de l'étude²) croît à nouveau de 13%, atteignant ainsi 25 Md€, tandis que leur déficit d'exploitation se réduit de 17%. La trésorerie se renforce légèrement de 3%, pour atteindre 11 Md€ en 2024.

Les effectifs progressent plus modérément (4%) et représentent au total 107 800 emplois.

Les capitaux propres cumulés s'élèvent à 16,8 Md€ et se renforcent de 18%, tandis que la dette bancaire et les emprunts obligataires continuent d'être des leviers de financement additionnels.

G1 Principaux agrégats financiers des start-up en 2024

(en Md€; variations des données cumulées : bilan 2024 vs 2023, en %)



Lecture : le chiffre d'affaires cumulé des 2165 start-up de l'échantillon étudié s'élève à 25 Md€ en 2024, en progression de 13% par rapport à 2023.

Source : Banque de France, base FIBEN, juillet 2025.

¹ Baromètre EY du capital-risque – Les résultats annuels 2024 | EY - France.

² Périmètre de 2165 start-up avancées de l'écosystème (cf. partie 1 et annexe 1 ci-dessous).

Exploitation de 2 165 bilans de start-up clos en 2023 et 2024

Le terme « start-up » ne recouvre en France ni une catégorie juridique ni une catégorie statistique. L'[Insee](#) souligne que ce concept recouvre différentes réalités.

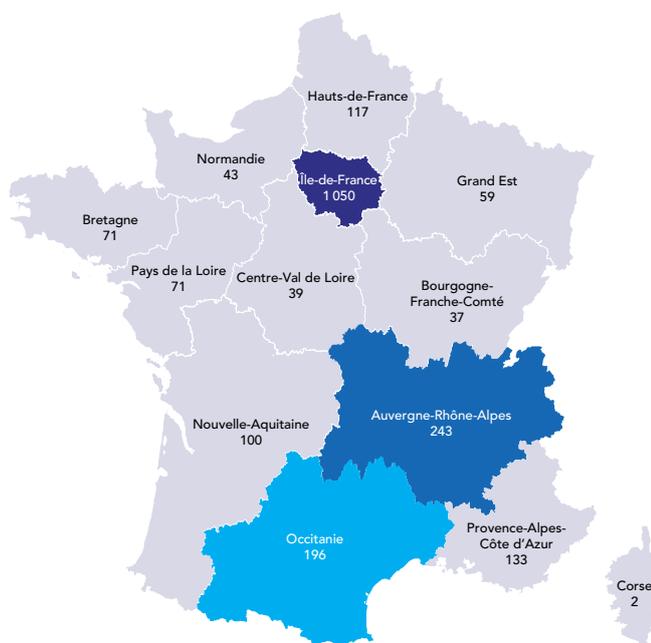
Toutefois, pour la Banque de France, une start-up se distingue d'une entreprise traditionnelle lorsqu'elle possède au moins trois grandes caractéristiques :

- Un fort potentiel de croissance,
- L'usage ou la création d'une technologie nouvelle,
- Un besoin de financement souvent assuré par des levées de fonds.

Pour réaliser cette étude, nous avons :

- collecté les bilans d'entreprises présentant ces trois caractéristiques dans notre base [FIBEN](#) au 16 juin 2025 et retenu les start-up qui répondent à au moins un des deux critères suivants :
 - > Chiffre d'affaires (CA) supérieur à 750 k€ en 2023 ou en 2024
 - > Levées de fonds supérieures à 3 M€ (cf. annexe 1);
- classé chaque entreprise dans un secteur d'activité (cf. annexe 2).

Répartition géographique des start-up réalisant un CA > 750 k€ et/ou ayant réalisé une levée de fonds > 3 M€



Source : Banque de France, base FIBEN, juin 2025 – Sièges sociaux des 2 165 start-up de l'échantillon. (Ces start-up sont des entités légales, entités juridiques identifiées par un numéro Siren).

Il existe en France, selon la French Tech, près de 15 000 start-up³ (source : Explore the French Tech ecosystem | La French Tech ecosystem map). Toutes ne se situent pas au même stade de développement. Certaines sont en création et ne réalisent pas encore de chiffre d'affaires, d'autres sont dites *early stage* (premier développement) avant d'entamer leur phase de croissance pour devenir des *scale-up* (passage à l'échelle). L'étude de la Banque de France s'intéresse aux start-up les plus avancées de l'écosystème (chiffre d'affaires supérieur à 750 k€ et/ou levée de fonds supérieure à 3 M€).

Avant de tirer quelques enseignements économiques, nous précisons les éléments suivants :

- Les 2 165 start-up de cette étude ont en moyenne 12 ans d'ancienneté. La moitié d'entre elles ont entre 9 et 15 ans (voir typologie détaillée en paragraphe « les chiffres clés des start-up selon leur maturité »).
- 88 % des start-up ont des comptes clos au 31 décembre, 3 % en mars, 4 % en juin et 2 % en septembre. 99 % des start-up ont un exercice de 12 mois. Le reliquat de 1 % correspond à des changements de date d'arrêté.
- 66 % des start-up de cette étude communiquent des informations sur leurs dirigeants. En moyenne, les dirigeants de start-up ont 47 ans et 70 % d'entre eux ont entre 35 et 55 ans. Sur cette même base, 91 % des responsables légaux sont des hommes, 9 % sont des femmes. Ces proportions sont identiques à celles constatées lors de l'étude précédente.

L'activité des start-up a progressé de 13% en moyenne en 2024

Le taux de progression du chiffre d'affaires des start-up est nettement supérieur à celui des PME et ETI

En 2021, la croissance des start-up s'est fortement accélérée (30 %), ces dernières bénéficiant de l'effet de reprise perceptible dans l'ensemble de l'économie. En 2022, leur dynamique de croissance (25 %) s'est poursuivie dans un contexte de forte inflation et de hausse des taux d'intérêt. En 2023, les start-up conservent un rythme de croissance élevé (18,6 %), en partie impulsé par l'inflation. En 2024, alors que l'inflation est revenue à sa cible – autour de 2 % – en France, la croissance annuelle du chiffre d'affaires (13 %) des start-up est restée soutenue et significativement supérieure à celle des autres catégories d'entreprises, avec toutefois un infléchissement continu depuis 4 ans. Comparativement, la croissance des PME a été plus modérée : 11,6 % en 2021, 12 % en 2022, 5 % en 2023 et 1,3 % en 2024. Bien que les ETI aient connu une croissance forte en 2021 et 2022 (respectivement 14,9 % et 13,9 %), leur croissance s'est plus sensiblement ralentie en 2023 (5,4 %) et en 2024 (0,6 %).

3 [Explore the French Tech ecosystem | La French Tech ecosystem map](#)

T1 Évolution du CA des ETI, PME et start-up françaises

(en %)

Période	2021/ 2020	2022/ 2021	2023/ 2022	2024/ 2023
ETI	14,9	13,9	5,4	0,6
PME (hors microentreprises)	11,6	12,0	5,0	1,3
Start-up	30,0	25,0	18,6	12,5

Champ : Échantillon d'entreprises dont les comptes sont présents dans la base de données FIBEN sur deux exercices consécutifs (population cylindrée).

Sources : ETI et PME : [La situation financière des PME et des ETI en 2024 : face à des perspectives incertaines, des fondamentaux plutôt robustes](#) |

[Banque de France : Dans un contexte économique ralenti, les entreprises de](#)

[taille intermédiaire ont confirmé leur résilience en 2023](#) | Banque de France;

[Banque de France : Situation-financiere-des-start-up-en-2023_0.pdf](#) ⁴

Start-up : [Situation-financiere-des-start-up-en-2023_0.pdf](#) ⁴

Analyse globale

Au global, le chiffre d'affaires des start-up, tous secteurs confondus, passe de 22 Md€ en 2023 à 25 Md€ en 2024, soit une augmentation de 13%. Tous les secteurs affichent une croissance positive du chiffre d'affaires. Le secteur des fintechs bénéficie de la croissance la plus forte (+ 41%).

Voir le témoignage d'Alain Clot, président de France Fintech dans l'encadré 1 page 5.

Les secteurs software et data (3,95 Md€ en 2024), énergies et environnement (3,13 Md€) et e-commerce / marketplace (3,12 Md€) représentent, en cumulé, environ 40% du chiffre

d'affaires total en 2024. Les secteurs qui comptent le plus d'entreprises sont les secteurs software et data (370 start-up) et santé (267 start-up).

Le secteur software et data affiche, en 2024, une croissance du chiffre d'affaires de 16%, une hausse des capitaux propres de 54%, une augmentation de la trésorerie de 27% et une réduction de la dette bancaire de 10%. Les effectifs atteignent 19 790 en 2024 soit une augmentation de + 6,7%.

Le chiffre d'affaires des start-up à l'export représente 27,9% du chiffre d'affaires global, correspondant à un montant cumulé de 7 Md€. Deux tiers des start-up réalisent une part de leur chiffre d'affaires à l'export. Le secteur tourisme et loisirs arrive en tête, avec 55% de son chiffre d'affaires réalisé à l'international. Marketing digital et IoT / hardware suivent avec 47% et 43% réalisés à l'export.

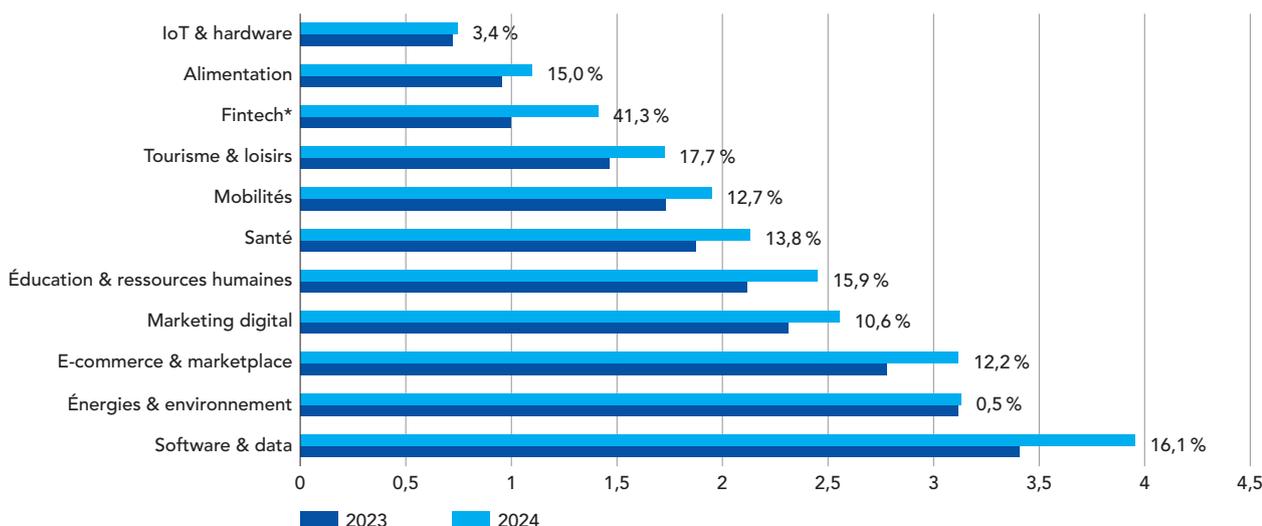
Les recrutements se poursuivent, à un rythme cependant ralenti

La croissance globale des effectifs est de + 4% (de 104 128 salariés en 2023 à 107 812 salariés en 2024).

En moyenne, les start-up emploient 50 personnes. L'analyse des quartiles révèle que 25% des start-up emploient moins de 14 salariés, la valeur médiane est de 28, et 25% ont un effectif supérieur à 55. Le dernier centile regroupe les start-up les plus contributrices en emplois de l'écosystème : ce sont 22 entreprises, qui emploient en moyenne 581 salariés.

G2 CA 2024 par secteur d'activité et taux de variation du CA 2024/2023

(CA en Md€, évolution en %)



* hors fintech agréées par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR).

Lecture : Les start-up du secteur software & data réalisent un CA cumulé de 3,9 Md€, en progression de 16,1% par rapport à 2023.

Source : correspondants start-up Banque de France (classification sectorielle); Banque de France, base FIBEN, juillet 2025 (taux de variation du CA).

⁴ [Situation-financiere-des-start-up-en-2023_0.pdf](#)

La croissance des effectifs est très variable d'un secteur à l'autre : + 16 % dans les mobilités, + 13 % pour tourisme et loisirs, + 8 % dans les fintechs, alors que des baisses sont constatées dans le secteur de l'éducation et des ressources humaines (- 9 %) et dans le secteur du marketing digital (- 3 %). Globalement, la croissance des effectifs est inférieure à celle du chiffre d'affaires, ce qui suggère une amélioration progressive de la rentabilité dans l'écosystème start-up français, même si le résultat d'exploitation reste encore négatif en moyenne.

NB : les effectifs correspondent à l'effectif moyen annuel déclaré sur le feuillet 2059-E de la liasse fiscale. Cette information est disponible dans 99,4 % des dossiers.

Pour plus de détails, les données relatives aux start-up sont détaillées et ventilées par secteur en annexe 3.

Principaux agrégats financiers des start-up en 2024

Les capitaux propres augmentent, la dette est contenue

Les capitaux propres des start-up de l'échantillon se renforcent de 18 % (après une augmentation de 9 % en 2023 et 4 % en 2022)⁵. Ces derniers s'élèvent à 16,8 Md€ à fin 2024 contre 14,3 Md€ un an auparavant. La part des capitaux propres dans le total du bilan reste stable à 40 %.

La moitié des start-up de cette étude ont des capitaux propres inférieurs à 1,3 M€ et 17,5 % d'entre elles (soit 379 sur 2165) ont des capitaux propres négatifs.

Le volume d'encours de dette bancaire à fin 2024 progresse de 6 % et s'élève à 5,1 Md€ (4,8 Md€ en 2023), après une progression de 5 % en 2023. 88 % des start-up utilisent cette source de financement additionnelle, contre 83 % en 2023. Cette dette reste toutefois limitée à 30 % des fonds propres, alors que ce ratio est d'environ 66 % pour les ETI et 67 % pour les PME⁶.

Le financement obligataire est plus modeste en montant (1,1 Md€) et concerne 235 start-up ; il progresse de 23 % en 2024, principalement avec la mise en place de bridges (ponts de financements) destinés à soutenir les start-up entre deux tours de table pour combler un manque de trésorerie.

Concernant les montants des fonds levés, les différentes données convergent, et mettent en avant une diminution en 2024 par rapport à 2023. Selon [EY](#)⁷, les start-up françaises ont levé 7,77 milliards d'euros en 2024, en baisse de 7 % par rapport à 2023 (8,32 Md€), mais avec une quasi-stagnation du nombre d'opérations (723 levées recensées, soit une progression de 1 %), tandis que l'étude d'[In Extenso](#)⁸ parle d'une baisse des levées de 10 % en valeur, et de 18 % en volume par rapport à 2023 (822 opérations recensées pour un montant de 8,1 Md€ en 2024).

La trésorerie est préservée, les pertes se réduisent

La trésorerie totale des start-up de l'échantillon s'élève à 11 Md€ à fin 2024, soit un montant en légère augmentation (3 %) par rapport à celui relevé à fin 2023, et un montant quasi équivalent à celui relevé à fin 2022. Dans un contexte de baisse des levées de fonds, les start-up préservent leur trésorerie active sans sacrifier la croissance de leur activité, tout en se rapprochant de leur seuil de rentabilité.

Les pertes de l'exercice (mesurées par le résultat net) représentent 12,4 % du CA en 2024 après 16,5 % en 2023 et 21,3 % en 2022. 41 % des start-up de l'échantillon affichent un résultat d'exploitation positif (dont le cumul s'élève à 1,04 Md€), contre 59 % avec un résultat d'exploitation négatif (représentant près de 4,1 Md€ de pertes cumulées). Les start-up en perte ont moins d'un an de réserve de trésorerie devant elles hors nouvelle levée de fonds.

⁵ À noter que ces chiffres des études précédentes ne portaient pas strictement sur le même échantillon.

⁶ [La situation financière des PME et des ETI en 2024 : face à des perspectives incertaines, des fondamentaux plutôt robustes | Banque de France](#)

⁷ https://www.ey.com/fr_fr/insights/fast-growing-companies/barometre-ey-du-capital-risque-les-resultats-au-1er-semester

⁸ [Levées de fonds en 2024 : perfusée à l'IA, jusqu'à quand la French Tech pourra-t-elle résister ? - In Extenso](#)

ENCADRÉ 1

Par Alain Clot, Président de France Fintech

La France dispose, avec la fintech, d'un nouveau secteur d'excellence.

Premier écosystème de la tech française et leader de l'Union européenne, il compte plus de mille entreprises couvrant tous les secteurs de la finance innovante : paiements, assurance, services bancaires, financement, gestion d'actifs, web3 et crypto.

2024 a été, comme le confirme l'étude de la Banque de France, une année dynamique qui s'est reflétée dans les indicateurs d'activité, de rentabilité, de levées de fonds et d'investissement.

Le premier semestre 2025 semble confirmer cette tendance, avec une croissance marquée des levées (755 M€, soit + 19%, contre - 35% pour l'ensemble de la tech française).

L'analyse de l'écosystème montre un ensemble atteignant la maturité et la taille critique :

Il compte en effet 14 licornes (dont une nouvelle en début d'année 2025), 2 fintech cotées (dont une nouvelle), et une trentaine de *scale-up* autour desquelles la consolidation a commencé (29 transactions intra sectorielles depuis janvier 2024).

Des seuils d'activité significatifs sont franchis, puisque près d'un quart (24%) des fintech françaises génèrent déjà des revenus supérieurs à 5 M€ en 2025, contre une sur cinq (21%) en 2024.

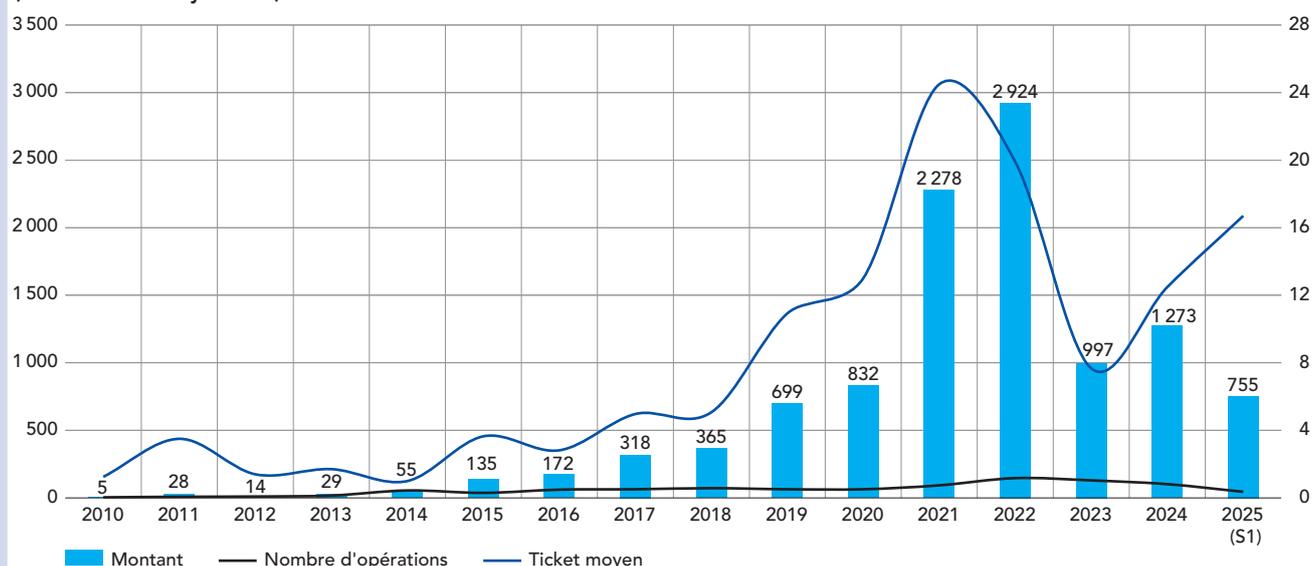
Les levées de fonds propres ont soutenu cette croissance et ont principalement visé à accélérer les investissements, notamment via :

- des recrutements – près d'un tiers des fintech ayant levé des fonds en 2025 indiquent l'avoir fait, notamment dans le but de recruter. Cette tendance est particulièrement marquée au sein des fintech de plus de 200 salariés, qui ont augmenté leurs effectifs de 3% entre le 30 juin 2024 et le 30 juin 2025.
- des développements technologiques – 32% des fintech ayant levé des fonds en 2025 déclarent avoir consacré une partie de ces capitaux à des développements technologiques liés à l'intelligence artificielle.
- l'internationalisation des modèles – 23% des acteurs disposent déjà d'une implantation hors de France.

Même s'il est, à ce stade, difficile de prévoir le profil du deuxième semestre, tant l'environnement économique et géopolitique actuel est incertain, ce qui incite les investisseurs à l'attentisme, les fondamentaux sont solides.

Évolution des levées en fonds propres des fintech françaises

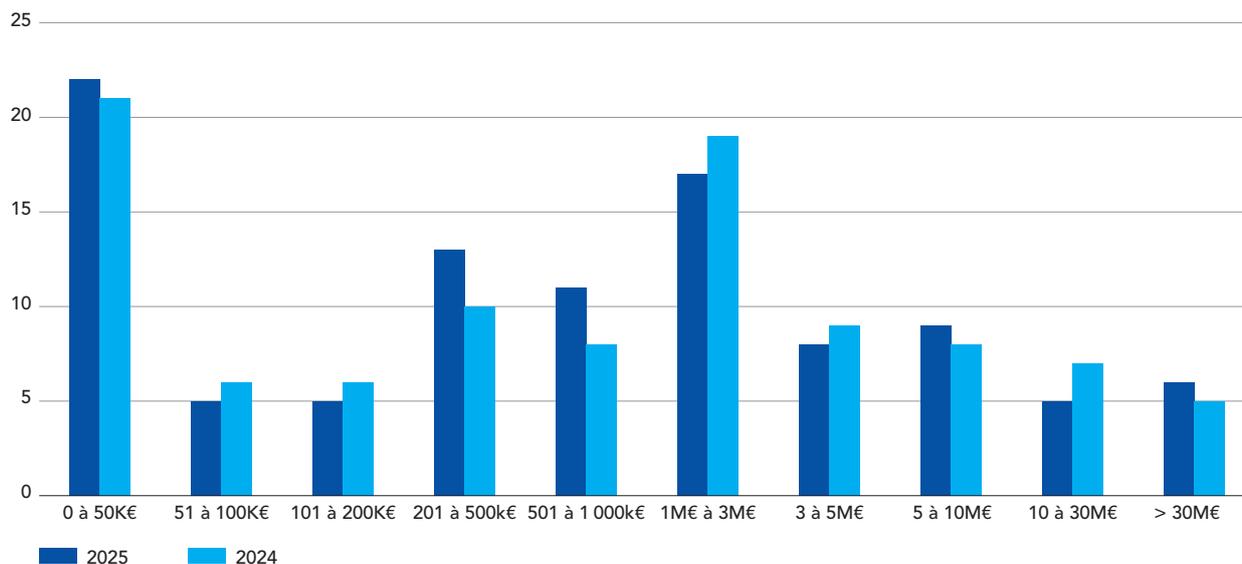
(Montant et ticket moyen en M€)



Source : France FinTech, juin 2025.

Répartition des fintech françaises par tranche de chiffre d'affaires

(en %)



Source : France FinTech, juin 2025.

Les chiffres clés des start-up selon leur maturité

Nous analysons les caractéristiques des start-up de l'étude selon leur maturité (nombre d'années de vie depuis leur création).

T2 Caractéristiques des start-up selon leur maturité

	Nombre	CA total (k€)	CA moyen (k€)	CA médian (k€)	Capitaux propres total (k€)	Capitaux propres moyen (k€)	Capitaux propres médian (k€)	Dettes bancaires totales (k€)
T1 - Amorçage (< 5 ans)	168	1084007	6452	2254	2889794	17201	1860	311528
T2 - Croissance (5 à 9 ans)	861	8091185	9397	3514	6086172	7069	1082	2079373
T3 - Consolidée (10 à 14 ans)	684	8447581	12350	4165	3691376	5397	1183	1367978
T4 - Mature (15 ans et plus)	452	7568303	16744	5345	4163017	9210	2100	1339075

	Dettes bancaires moyennes (k€)	Dettes bancaires médianes (k€)	Effectif total	Effectif moyen	Effectif médian	Résultat d'exploitation total (k€)	Résultat d'exploitation moyen (k€)	Résultat d'exploitation médian (k€)
T1 - Amorçage (< 5 ans)	1854	794	6762	42	18	-524465	-4264	-569
T2 - Croissance (5 à 9 ans)	2415	911	37038	43	25	-1035489	-1379	-365
T3 - Consolidée (10 à 14 ans)	2000	572	33995	50	28	-767379	-1222	-70
T4 - Mature (15 ans et plus)	2963	638	30005	66	37	-738714	-1742	-73

Source : Banque de France, base FIBEN, juillet 2025.

T1 – Amorçage (moins de 5 ans)

Au sein de l'échantillon étudié, les entreprises en phase d'amorçage représentent 168 start-up. Au total, elles disposent de capitaux propres s'élevant à 2,89 Md€ et affichent un chiffre d'affaires de 1,08 Md€, pour un effectif cumulé de 6762 salariés. La dette bancaire s'élève à 311 M€, représentant environ 11% des capitaux propres. Leur résultat d'exploitation moyen est fortement négatif (- 4,26 M€), et cohérent avec le modèle de start-up.

T2 – Croissance (5 à 9 ans)

Cette catégorie concentre 861 start-up, qui cumulent un chiffre d'affaires total de 8,09 Md€ et un effectif de 37038 salariés, avec 43 salariés en moyenne (et une médiane à 25). On note que l'endettement bancaire commence à prendre davantage de place dans la structure financière de ces entreprises, représentant environ 34% des capitaux propres.

La rentabilité d'exploitation moyenne reste négative (- 1,38 M€) mais la médiane s'améliore (- 365 k€) par rapport aux start-up en phase d'amorçage.

T3 – Consolidée (10 à 14 ans)

Ces 684 entreprises réalisent 8,45 Md€ de chiffre d'affaires, pour une moyenne de 12,4 M€ (médiane à 4,2 M€), reflétant la consolidation de l'activité. L'effectif est en hausse (50 salariés en moyenne). Elles ont une dette bancaire de 1,37 Md€ et des capitaux propres de 3,69 Md€, soit un ratio de dette d'environ 37%. Le résultat d'exploitation moyen est toujours négatif (- 1,22 M€), mais la médiane se rapproche de l'équilibre (- 70 k€).

T4 – Mature (15 ans et +)

Les 452 entreprises de ce groupe ont le chiffre d'affaires moyen le plus élevé (16,7 M€), avec une médiane à 5,3 M€. Ceci traduit leur maturité, visible également dans leur effectif moyen à 66 salariés (médiane à 36,5). La dette bancaire totale de ces entreprises s'élève à 1,34 Md€, avec un ratio dette/capitaux propres de 32%. Cependant, malgré cette maturité, la rentabilité moyenne reste négative (- 1,74 M€), avec une stabilité de la médiane (- 73 k€).

D'une manière générale, on note que le chiffre d'affaires et la taille des entreprises augmentent avec l'ancienneté. Cette analyse par maturité permet d'objectiver l'importance des

fonds propres en phase T1, avant que l'endettement bancaire ne prenne une part plus importante à partir de la phase T2. Le résultat d'exploitation reste négatif en moyenne pour tous les groupes, mais on constate une amélioration continue lorsqu'on raisonne en médiane, une partie des start-up s'approchant de la rentabilité. La trajectoire T1 vers T4 reflète des dynamiques de structuration et d'évolution typiques de l'écosystème des start-up

Évolution des défaillances d'entreprises à un an

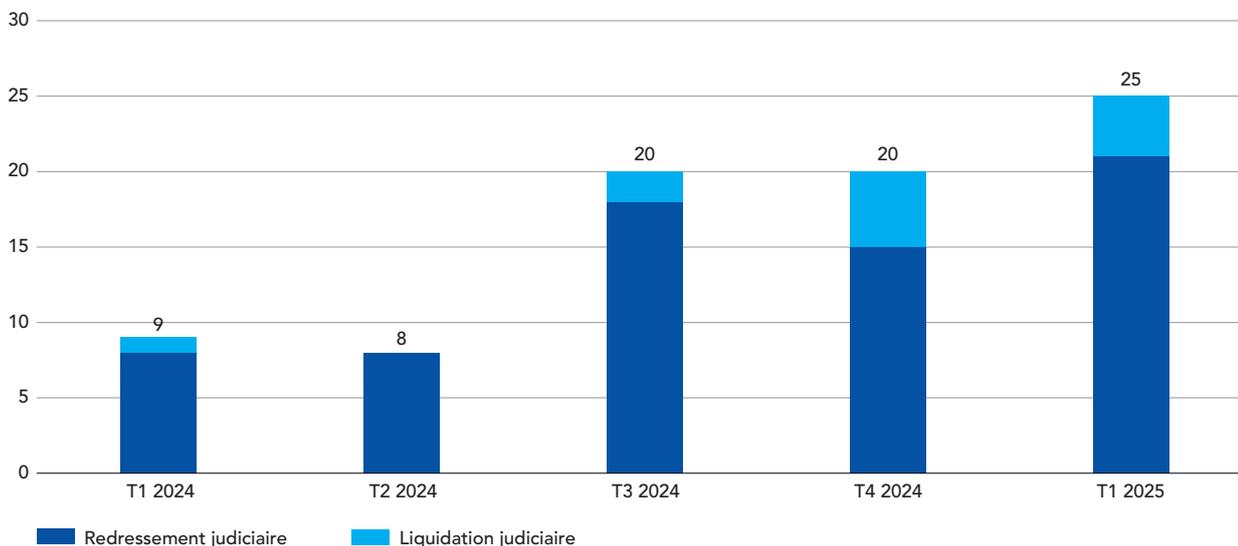
Un an après l'étude publiée sur les bilans 2023⁹, 82 start-up (sur 2295) ont fait l'objet d'une procédure judiciaire (redressement ou liquidation), dont 57 au cours de l'année 2024 (taux de sinistralité annuel de 2,5%).

70% des start-up défaillantes ont été directement placées en liquidation judiciaire. Les secteurs les plus touchés sont ceux du e-commerce / marketplace et de la santé.

Le profil des start-up défaillantes se caractérise par une absence de fonds propres, la présence de lourdes pertes et la faiblesse de la trésorerie. Le chiffre d'affaires médian de ces start-up défaillantes est de 3,1 M€ pour un effectif médian de 47 salariés.

Sur ces 82 entreprises défaillantes, 7% ont une ancienneté inférieure à 5 ans, 51% ont entre 6 et 10 ans d'ancienneté, 30% ont entre 11 et 15 ans, et 12% ont plus de 15 ans d'ancienneté.

G3 Nombre de procédures judiciaires engagées au cours de l'année 2024 et au T1 2025



Sources : Banque de France, base FIBEN, juillet 2025 – Date d'ouverture de la procédure, greffes des tribunaux de commerce.

9 [Situation-financiere-des-start-up-en-2023_0.pdf](#)

Les start-up continueront de bénéficier de programmes de soutien en 2025

En 2024, pour la deuxième année consécutive, la France a été classée première pour son écosystème favorable aux start-up par l'European Startup Nations Alliance (ESNA), grâce à des politiques publiques robustes et des programmes structurés ¹⁰.

Les start-up françaises bénéficient depuis plusieurs années de programmes et dispositifs qui participent à la dynamique d'un écosystème de soutien très riche, porté par l'État, Bpifrance, la Mission French Tech et de multiples incubateurs/accélérateurs. Sans prétendre à l'exhaustivité, quelques initiatives sont reprises ici, qui devraient contribuer à soutenir la croissance des start-up en 2025 :

- La French Tech ¹¹, chargée de soutenir la structuration et la croissance de l'écosystème des start-up françaises avec l'animation d'un réseau de communautés et capitales et de programmes ciblés.
- La réforme du statut de Jeunes-Entreprises-Dispositif- Midy ¹², entrée en vigueur depuis janvier 2024 et qui introduit de nouvelles catégories pour l'innovation de croissance ou de rupture.
- La French Tech Corporate Community ¹³ qui fédère les efforts de grands groupes franco-européens autour des défis de leur transformation numérique et de leur relation aux start-up.
- French Tech Next 40/120 : la 6^e promotion, promue le 5 juin 2025, continue de soutenir les *scale-up* les plus prometteuses ¹⁴.
- French Tech 2030 : destiné à une centaine de start-up deep tech stratégiques, son lancement en 2023 est toujours actif en 2025.
- Doté de 54 Md€ sur cinq ans, le programme France 2030 ¹⁵ vise à combler le retard industriel français en investissant massivement dans les technologies innovantes et le soutien à la transition écologique.
- Lancée en juin 2023, l'initiative « Tibi 2 » mobilise 7 Md€ de fonds privés pour financer principalement la décarbonation et les projets technologiques les plus innovants.

- La Commission de l'intelligence artificielle ¹⁶ (IA) a créé un fonds d'investissement « France & IA » de 10 Md€ pour soutenir l'écosystème français de l'IA.
- Bpifrance mobilise 10 Md€ dédiés à l'IA d'ici 2029 via ses fonds et réseaux ¹⁷. L'Observatoire Bpifrance recense, à fin 2024, 2,8 Md€ levés par les startups industrielles (36 % des levées de la French Tech), pour 212 opérations ¹⁸.

10 <https://www.entreprises.gouv.fr/la-dge/actualites/developpement-des-start-ups-la-france-premiere-du-classement-2024-de-lesna>

11 [Présentation - La Mission French Tech](#)

12 mission-midy.fr/assets/rapport.pdf

13 [French Tech Corporate Community](#)

14 [French-Tech-Next-40-120](#)

15 [France 2030 : un plan d'investissement pour la France](#)

16 [Commission de l'intelligence artificielle](#)

17 [Bpifrance déploie 10 milliards d'euros pour développer l'écosystème IA et soutenir l'appropriation de l'Intelligence Artificielle](#)

18 [Bpifrance publie la troisième édition de son observatoire annuel des Startups, PME et ETI industrielles françaises](#)

LA BANQUE DE FRANCE EST ENGAGÉE AUPRÈS DE L'ÉCOSYSTÈME TECH

L'engagement de la Banque de France auprès de l'écosystème Tech s'est matérialisé dès 2016 avec la création du pôle Fintech de l'ACPR dédié à l'innovation financière.

Depuis cette date, [le pôle Fintech de l'ACPR](#) facilite l'intégration des innovations et des nouvelles technologies dans le secteur financier. Il s'inscrit dans une démarche d'accueil et d'ouverture en orientant les porteurs de projet innovant. Parallèlement, la Banque de France a créé le « [Lab Banque de France](#) », facilitant une démarche d'« open innovation » pour anticiper et accompagner les rapides mutations technologiques dans ses métiers. Une plateforme « [innove avec vous](#) » invite tout acteur intéressé par les sujets de banque centrale à collaborer avec la Banque de France.

La Banque de France participe également aux travaux initiés par la [French Tech Corporate Community](#) (FTCC) auprès de grands groupes français sur des problématiques communes (data-IA, formation, cybersécurité, numérique).

Pour renforcer ses relations avec cet écosystème de l'innovation tout en capitalisant sur sa connaissance des entreprises sur le terrain, la Banque de France a déployé en 2020, dans tout le pays, un réseau de [correspondants start-up](#) en partenariat avec la French Tech. Son objectif est d'accompagner les « jeunes pousses » dans leur recherche de solutions de financement. À ce jour, plus de 1 500 entrepreneurs ont ainsi bénéficié d'un accompagnement individuel.

En 2022, la Banque de France a adapté son modèle de cotation¹⁹ pour tenir compte des spécificités du modèle de croissance des start-up. Dans le cas de ces dernières, en effet, les pertes récurrentes sont fréquentes en raison du modèle de développement, mais ne sont pas nécessairement révélatrices d'une situation financière compromise. 2 200 start-up ont été cotées en 2024 et près de 40 % ont fait l'objet d'un [entretien de cotation](#) visant à mieux appréhender la trajectoire de l'entreprise.

Enfin, depuis avril 2024, les chefs d'entreprises, peuvent accéder à un [Espace personnel dirigeant](#), point d'entrée unique aux services de la Banque de France, dédiés aux dirigeants d'entreprises. Il permet d'accéder à la cotation des entreprises dirigées, d'obtenir des indicateurs clés avec une comparaison sectorielle, de prendre contact avec les interlocuteurs de la Banque de France, et en particulier avec les correspondants start-up, d'accéder au diagnostic financier gratuit OPALE. Ce service est gratuit, sécurisé, interactif et accessible 24h/24.

19 La Banque de France cote environ 300 000 entreprises chaque année : [Comprendre la cotation et l'indicateur dirigeant](#)

ANNEXE 1

PRÉCISIONS MÉTHODOLOGIQUES

Identification des start-up

Dans le cadre de l'analyse de la situation des entreprises et de leur risque de crédit, la Banque de France a souhaité identifier les start-up afin de tenir compte des spécificités de leur modèle de croissance. En effet, dans le cas des start-up, les pertes récurrentes sont fréquentes en raison du modèle de développement, mais ne sont pas nécessairement révélatrices d'une situation financière compromise. Parmi ces sociétés, la liquidité et la structure financière sont parfois très favorables, compte-tenu d'un soutien fort de l'écosystème qui se traduit par des levées de fonds¹.

Lorsqu'elles sont identifiées comme telles et pour les besoins de la cotation, les start-up sont analysées par le réseau des correspondants start-up de la Banque de France qui ont été formés dès 2020 aux spécificités de ce modèle de croissance. Celui-ci se caractérise notamment par la consommation de trésorerie (cashburn), l'horizon de rentabilité (breakeven), le poids des fonds propres (equity) et le niveau de trésorerie disponible.

En 2024, 2 815 start-up réalisant un CA > 750 k€ ont été identifiées par les analystes de la Banque de France parmi la population des plus de 300 000 entreprises cotées à dire d'expert sur la base de leur documentation financière. Pour rendre compte plus fidèlement de la dynamique de l'écosystème Tech dans son étude annuelle, les start-up ayant réalisé une levée de fonds supérieure à 3M€ (et pour lesquelles le CA est inférieur à 750 k€) ont été ajoutées. 1 115 start-up répondent à ce critère, et constituent un vivier pour les travaux d'étude de la Banque de France. Au total, 3 930 start-up sont identifiées dès lors qu'elles répondent à au moins un de ces deux critères.

Composition de l'échantillon

Afin de garantir la qualité des observations, l'échantillon de cette étude a été cylindré : les start-up retenues disposent obligatoirement d'un bilan clos en 2023 et d'un bilan clos en 2024.

À la date d'extraction du fichier source de cette étude (début juillet 2025), 2 165 bilans répondaient à cette exigence :

- 2 009 bilans correspondant à des start-up réalisant un CA supérieur à 750 k€ en 2023 et/ou en 2024, soit 71 % de la population identifiée. Le solde représente 806 bilans qui n'étaient pas disponibles début juillet 2025.
- 156 bilans correspondant à des start-up ayant réalisé une levée de fonds supérieure à 3 M€. Cette faible proportion (14 %) par rapport à la base identifiée, se justifie par la jeunesse de cette population qui ne dispose pas encore de documentation comptable sur deux exercices consécutifs.

Nombre de start-up identifiées dans la base FIBEN et nombre de start-up disposant d'un bilan 2023 et d'un bilan 2024 disponibles début juillet 2025

	Nombre de start-up identifiées dans la base FIBEN 2023/2024	Nombre de start-up retenues dans l'étude 2023/2024
Chiffre d'affaires > 750 k€	2525 / 2815	2023 / 2009
Levée de fonds > 3 M€ (et CA < 750 k€)	1105 / 1115	272 / 156
Total	3630 / 3930	2295 / 2165

Sources : Banque de France, base FIBEN, juin 2024/juillet 2025 – Correspondants start-up.

¹ La levée de fonds consiste à rechercher des investisseurs susceptibles d'investir au capital d'une société, avec des conditions de sortie prédéfinies. Ce mode de financement concerne surtout les entreprises innovantes et les start-up à fort potentiel de développement.

ANNEXE 2

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Les 2 165 start-up de l'échantillon ont été réparties dans 11 secteurs d'activité afin de mieux saisir leurs spécificités. Cette classification a été élaborée par la Direction des entreprises avec le soutien des correspondants start-up de la Banque de France au regard des secteurs observés parmi les start-up françaises.

Certaines thématiques plus spécifiques (cybersécurité, proptech...) ont été rattachées à un secteur plus large afin de garantir l'homogénéité des observations.

De nombreuses interconnexions demeurent possibles entre ces secteurs (mobilités, environnement et énergie). Les sujets technologiques sont également transverses et peuvent concerner tout ou partie de l'écosystème (IA générative, blockchain...).

Secteurs	Activités
Alimentation	Produits et matériaux agricoles, distribution alimentaire, alimentation animale, ingrédients biomarins, alimentation alternative
E-commerce / Marketplace	Ventes et achats en ligne, mise en relation client-fournisseur, traçabilité des produits, transaction/gestion immobilière (proptech)
Éducation / Ressources humaines	Formations en ligne, classes virtuelles, contenus éducatifs numériques, recrutement en ligne, outils de collaboration, de suivi et de productivité
Énergies / Environnement	Production et gestion d'énergies vertes, pilotage et réduction des émissions, valorisation et recyclage des déchets, autres solutions durables et écologiques
Fintech	Financement, gestion d'actifs, gestion du risque, paiement, néobanques, assurances, crypto-actifs, comptabilité, réglementation, blockchain
IoT / Hardware	Objets connectés, impression 3D, fabrication assistée par ordinateur, équipements électroniques, matériel informatique
Marketing digital	Publicité en ligne, nouveaux médias, CRM, e-mailing, acquisition clients, expérience utilisateur
Mobilités	Véhicules électriques, mobilité hydrogène, bornes de recharge, batteries électriques, mobilité partagée, infrastructures intelligentes
Santé	Biotechnologies, équipements médicaux innovants, e-santé, sciences de la vie, thérapies de rupture
Software / Data	Logiciels SaaS/PaaS, intelligence artificielle, cybersécurité, cloud, applications mobiles, réalité virtuelle
Tourisme / Loisirs	Tourisme, jeux vidéo, musique, sports

Source : Banque de France, base Fiben, juillet 2025 – Correspondants start-up.

ANNEXE 3

DONNÉES SECTORIELLES DES START-UP

Secteurs d'activité	Nombre de Start-up	CA 2023 (k€)	CA 2024 (k€)	Effectif 2023	Effectif 2024	Variation CA 2023/2024	Variation Effectif 2023/2024
Software & Data	370	3 404 598	3 954 245	18 544	19 790	16,1 %	6,7 %
Énergies & Environnement	255	3 115 623	3 130 184	9 983	10 774	0,5 %	7,9 %
E-commerce / Marketplace	204	2 778 939	3 117 929	9 177	9 034	12,2 %	- 1,6 %
Marketing digital	229	2 309 407	2 554 300	10 670	10 382	10,6 %	- 2,7 %
Éducation & Ressources humaines	147	2 113 994	2 451 120	9 744	8 882	15,9 %	- 8,8 %
Santé	267	1 872 676	2 130 321	13 555	13 827	13,8 %	2,0 %
Mobilités	114	1 728 569	1 947 852	7 211	8 354	12,7 %	15,9 %
Tourisme & Loisirs	94	1 463 865	1 723 304	4 028	4 536	17,7 %	12,6 %
Fintech (*)	124	997 341	1 409 565	6 329	6 861	41,3 %	8,4 %
Alimentation	118	953 909	1 097 269	5 480	5 713	15,0 %	4,3 %
IoT / Hardware	103	719 021	743 425	4 021	4 115	3,4 %	2,3 %

Secteurs d'activité	Capitaux propres 2024 (k€)	Trésorerie 2024 (k€)	Dette bancaire 2024 (k€)	Total bilan 2024 (k€)	Ratio capitaux propres / total bilan 2024
Software & Data	2 547 109	1 999 312	637 462	6 517 206	39,1 %
Énergies & Environnement	2 784 051	1 213 235	789 400	6 856 916	40,6 %
E-commerce / Marketplace	1 371 251	1 086 112	299 817	3 120 286	43,9 %
Marketing digital	1 757 092	794 801	409 160	4 004 771	43,9 %
Éducation & Ressources humaines	691 220	502 196	309 827	2 283 977	30,3 %
Santé	1 705 449	1 375 415	784 315	4 588 954	37,2 %
Mobilités	1 836 004	751 026	499 402	4 184 778	43,9 %
Tourisme & Loisirs	822 637	380 502	199 905	2 119 426	38,8 %
Fintech (*)	1 594 999	1 517 505	457 638	4 120 617	38,7 %
Alimentation	469 965	346 804	286 094	1 277 625	36,8 %
IoT / Hardware	362 869	321 607	174 466	1 217 905	29,8 %

Note : la liste des secteurs n'est pas exhaustive.

* hors fintech agréées par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR).

Source : Banque de France, base FIBEN, juillet 2025.